

ARABIE SAOUDITE : FICHE PAYS – JUIN 2023



Catégorie OCDE (2023) : 2/7

Notes agences (S&P / Moody's / Fitch) : A / A1 / A +

Change : Riyal saoudien (SAR) / Régime de change fixe arrimé à l'USD

Horizon de l'objectif de neutralité carbone : 2060

FORCES

- 25 % des réserves de pétrole mondiales
- Niveau très élevé de réserves de change
- Projet Saudi Vision 2030 pour diversifier l'économie
- Leader géopolitique dans la région

FAIBLESSES

- Economie fortement dépendante des hydrocarbures et des dépenses publiques
- Tensions régionales
- Gouvernance de mauvaise qualité
- Main d'œuvre locale peu qualifiée

SYNTHÈSE :

Évolution des risques : stable

Environnement macroéconomique et financier :

- Vulnérabilité de la croissance : Après une année 2022 marquée par le fort rebond des activités pétrolières (+8,7 % du PIB au total), l'activité décèlerait en 2023 (+2,2 % selon la Banque Mondiale) dans un contexte pétrolier moins favorable. L'investissement, essentiellement porté par le fonds souverain (PIF), continuerait d'être soutenu à court et moyen terme, en lien avec le déploiement du plan Vision 2030 (méga projets, diversification de l'économie, etc.). L'atteinte des objectifs de Vision 2030 constituera un enjeu de premier plan pour porter l'activité à moyen / long terme.
- Vulnérabilité des comptes publics : Après un excédent en 2022 (+2,6 % du PIB), le solde public se réduirait en 2023, en lien avec une conjoncture moins favorable pour les recettes pétrolières. Le niveau d'endettement est relativement faible (25 % du PIB) et une notation souveraine avantageuse facilite les levées de dette du Royaume.
- Vulnérabilité extérieure : La baisse des recettes d'exportations mènerait à un excédent courant moins conséquent en 2023 (selon le FMI : +6 % du PIB après +13,8 % en 2022). Les réserves de change atteignent un niveau très confortable (20 mois d'importations). L'Arabie Saoudite cherche par ailleurs à les consolider en tentant de stimuler les IDE.
- Vulnérabilité du secteur bancaire : Le système bancaire présente des fondamentaux solides.

Environnement politique et gouvernance :

- Stabilité socio-politique : M.B.S Al Saoud, héritier du trône, renforce son emprise sur la gestion du Royaume et cherche à moderniser le pays. La multiplication des affaires politiques (assassinat de J. Khashoggi, campagne anticorruption) a fragilisé son image. Le pays tente néanmoins d'engager un dialogue pour apaiser les tensions régionales (Qatar, Iran, Yemen). Les relations resteraient solides avec les Etats-Unis, en dépit d'une administration moins conciliante que la précédente et de tensions sur le niveau de production et de prix du pétrole.
- Climat des affaires : Les réformes se succèdent (loi sur les faillites, investisseurs étrangers majoritaires, privatisations, PPPs, zones économies spéciales) pour renforcer le climat des affaires et attirer des investisseurs étrangers

Environnement et politique du climat :

- Vulnérabilité climatique : Les enjeux d'adaptation à la transition énergétique et environnementale pousse à terme à se libérer de la prépondérance des hydrocarbures par une diversification de l'économie. Ce processus devrait cependant prendre du temps.

STRUCTURE DES ÉCHANGES

Principaux partenaires commerciaux + France

Part moyenne des échanges de marchandises entre 2017 et 2021 (% du total)

Exportations		Importations	
1 Chine	18,2%	1 Chine	18,2%
2 Japon	10,8%	2 E.A.U	12,0%
3 Inde	9,2%	3 Etats-Unis	7,5%
4 Corée du Sud	8,7%	4 Allemagne	5,2%
11 France	2,0%	7 France	3,4%

Sources : CNUCED

Principaux produits échangés

Part des échanges de marchandises en 2022 (% du total)

Exportations		Importations	
Combustibles	83,8%	Automobiles	13,1%
Matières plastiques	6,1%	Machinerie méca.	12,1%
Prod. Chimiques	4,4%	Machinerie élect.	8,3%
Engrais	1,3%	Prod. Pharma.	4,3%
Aluminium	0,7%	Métaux précieux	3,0%

Sources : ITC

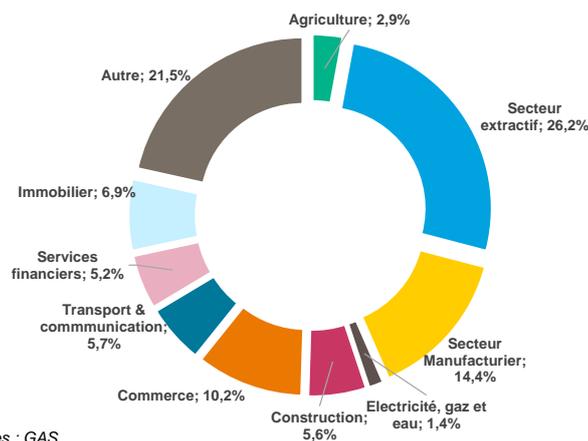


TABLEAUX DES PRINCIPAUX INDICATEURS

ARABIE SAOUDITE	2019	2020	2021	2022	2023 (p)	2024 (p)
STRUCTURE ECONOMIQUE						
PIB (Mds USD, courant)	839	734	869	1 108	1 062	1 082
<i>Rang PIB mondial</i>	18	21	19	18	19	19
Population (Mns)	34,2	35,0	34,1	34,8	35,5	36,2
<i>Rang Population mondiale</i>	41	41	41	40	40	39
PIB / habitant (USD)	24 507	20 971	25 464	31 850	29 922	29 893
Croissance PIB (%)*	0,8	-4,3	3,9	8,7	2,2	3,3
Inflation (moyenne annuelle, %)	-2,1	3,4	3,1	2,5	2,8	2,3
Part exportations manufacturées (% total exp.)*	16,6	20,3	18,9	NA	NA	NA
FINANCES PUBLIQUES						
Dette publique (% PIB)	21,6	31,0	28,8	25,7	24,6	23,7
Solde public (% PIB)*	-4,2	-10,7	-2,3	2,6	1,7	1,1
Charge de la dette publique (% recettes budg.)*	NA	NA	NA	NA	NA	NA
POSITION EXTERNE						
Solde courant (% du PIB)	4,6%	-3,1%	5,1%	13,8%	6,2%	3,6%
IDE (% du PIB)	-1,1%	0,1%	-0,5%	-0,5%	NA	NA
Réserves (en mois d'importation B&S)	32,8	25,6	21,6	20,3	18,3	16,6
Dette extérieure totale (% PIB)	23%	32%	33%	27%	28%	29%
Dette extérieure CT (% PIB)	NA	NA	NA	NA	NA	NA
Taux de change**	3,75	3,75	3,75	3,75	3,75	NA
SYSTEME BANCAIRE						
Fonds propres / actifs pondérés	19,3	20,3	19,9	19,9	NA	NA
Taux de NPL**	1,9	2,2	1,9	1,8	NA	NA
ROE	12,1	8,6	10,8	NA	NA	NA
SOCIO-POLITIQUE						
Rang gouvernance Banque Mondiale (214 Pays)*	119	119	110	NA	NA	NA
Rang doing business (190 pays)*	NA	62	NA	NA	NA	NA
CLIMAT						
Rang émissions de CO2 par hab. (145 pays) ^a	6	6	6	NA	NA	NA
Rang ND-Gain (181 pays) ^b	72	76	NA	NA	NA	NA
Rang politique climat (58 pays) ^c	50	31	40	40	NA	NA

Légendes : (p) prévisions. Sources : FMI (WEO Avril 2020), *Banque Mondiale, **SAMA a : Agence Internationale de l'Energie, b : Notre Dame Global Adaptation Initiative, c : Germanwatch

Arabie Saoudite : ventilation sectorielle du PIB en 2022



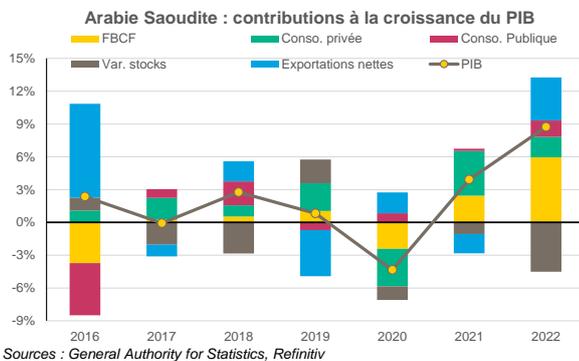


1. SITUATION ECONOMIQUE

• Le pétrole tire la croissance en 2022

L'économie saoudienne s'est rapidement redressée après la double crise de 2020 (sanitaire et pétrolière, repli de l'activité de -4,3 %). Tout d'abord en 2021, avec une croissance du PIB de +3,9 % en 2021 où le retrait des mesures sanitaires a contribué au rebond de la demande interne, stimulant par ailleurs les activités hors hydrocarbures (+5,7 %).

En 2022, un contexte favorable sur le marché pétrolier¹ permis notamment par le relâchement des quotas de production par l'Organisation des pays exportateurs de pétrole élargie (OPEP+), a occasionné un fort rebond du PIB pétrolier (près de +15 %), la croissance du PIB atteignant +8,7 % sur l'année. Dès lors la contribution des exportations nettes est redevenue positive².



Une inflation sous contrôle³ (+2,5 % en m.a) et le raffermissement du marché de l'emploi (baisse de 3 pts du taux de chômage à 8 % chez les nationaux, en lien avec la « saoudisation » de l'emploi⁴) ont contribué à soutenir la consommation privée. En outre, l'investissement a été la première contribution à la croissance de l'activité. L'investissement a vocation à jouer un rôle prépondérant dans la croissance du pays à moyen terme, la stratégie Saudi Vision 2030 tablant sur des investissements de 40 Mds USD par an d'ici 2030 afin de financer des projets d'infrastructures et pour diversifier l'activité économique du Royaume (cf. perspectives à moyen terme).

• Ralentissement de l'activité en 2023

En 2023, la croissance du PIB serait comprise entre +2,0 et +3,3 % selon les instituts de prévisions. Le ralentissement de l'activité a d'ailleurs été bien

perceptible dès le T1 2023 (-1,4 % t/t, en lien avec le repli de -4,7 % des activités pétrolières) et ce malgré la résilience des activités hors pétrole et des services gouvernementaux (respectivement +1 % et +1,1 % t/t).

Depuis mai 2023, la production saoudienne de pétrole est réduite de 500 000 b/j. Au vu de l'impact limité des annonces de l'OPEP+ sur le prix du baril⁵ en 2023, le pays a annoncé vouloir réduire sa production de 1 Ml b/j supplémentaire à partir de juillet (indépendamment des autres membres de l'OPEP+), ce qui devrait peser davantage sur le niveau d'activité (en volume). Un tel scénario viendrait remettre en cause les dernières estimations d'une croissance du PIB pétrolier légèrement positive en 2023 (entre +0,1 % et +0,8 %).

Les activités hors pétrole resteraient soutenues en 2023 (près de +5 % en m.a selon les estimations), où l'investissement privé⁶ continuerait d'être soutenu, dans le secteur de la construction, de la métallurgie, de la chimie et de l'automobile (véhicules électriques) et de manière générale via le déploiement de la stratégie Vision 2030.

Malgré une amélioration continue du marché du travail, la consommation privée devrait décélérer en 2023 et pâtirait de la hausse des prix de l'immobilier et du cycle du resserrement des conditions de financement entrepris par la Banque centrale (SAMA). Cette dernière calque ses mouvements de taux directeur sur ceux de la Fed aux Etats-Unis et a dès lors augmenté ses taux de 475 pdb depuis début 2022 à 5,75 %. La SAMA maintiendrait ses taux d'intérêt inchangés d'ici fin 2023, sauf scénario d'une nouvelle hausse de 25 pdb de la Fed.

• Perspectives favorables à moyen terme

A moyen terme, le Royaume s'appuiera sur Vision 2030 comme feuille de route afin de diversifier son économie (transport et logistique, ENR, santé, tourisme, infrastructures numériques) et renforcer son attractivité. Le déploiement de Vision 2030 est essentiellement financé par le fonds souverain (PIF) et le Fonds de Développement National (NDF) ou par le secteur public via les retombées de dividendes des sociétés cotées (surtout la société nationale de pétrole Aramco, et 24 nouvelles introductions en bourse visées en 2023).

L'objectif de Vision 20230 est notamment d'augmenter la part du secteur privé dans l'économie à 65 % d'ici 2030 (50 % actuellement) et que le PIB non pétrolier

¹ Prix moyen du baril de Brent de 100,8 USD en 2022 (70,7 en 2021) et hausse de la production de +16,6 % à 10,6 Mls b/j.

² Les exportations d'hydrocarbures représentent 80 % des exportations totales.

³ Du fait d'un effet de base négatif post triplement de la TVA en 2020-2021, du contrôle des prix et d'un SAR fort dans un contexte de redressement de l'USD, auquel il est arrivé.

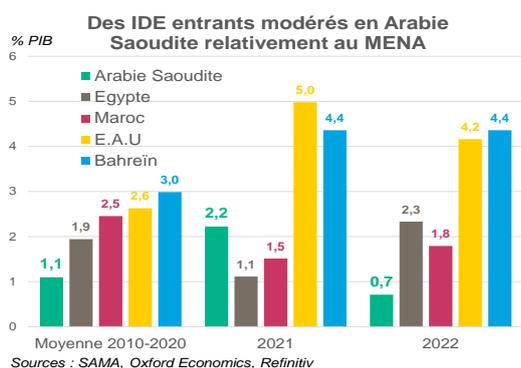
⁴ Phénomène consistant à promouvoir l'emploi de la main d'œuvre locale, en instaurant des quotas par secteurs et tailles d'entreprises et en taxant les expatriés et leur famille.

⁵ Brent à 76 USD fin mai vs. 81,2 USD en moyenne au T1 2023.

⁶ Selon les données officielles, l'investissement privé en Arabie Saoudite intègre les investissements du fonds souverain (PIF).



représente 50 % du PIB d'ici 2032. Pour ce faire, quatre canaux sont actionnés : la construction de villes innovantes (NEOM, Qiddiya, Amaala), le développement de secteurs cibles (tourisme, technologies, sport), un programme de partenariats (Shareek) pour stimuler le secteur privé et l'intensification des IDE (objectif d'augmenter les flux entrants d'IDE à 5,7 % du PIB d'ici 2030). Les prévisions d'investissement liées aux IDE semblent néanmoins très ambitieuses, au vu des flux entrants historiquement faibles relativement à d'autres pays de la région depuis une décennie (1 % du PIB en moyenne entre 2012 et 2022, contre 3,3 % aux E.A.U ou en Egypte, cf. graphique ci-dessous).



Le renforcement du climat des affaires constitue un pilier central afin d'attirer les IDE. L'introduction d'une loi sur la privatisation et les PPPs en 2021 s'inscrit dans ce cadre ainsi que le lancement de quatre nouvelles zones économiques spéciales⁷ (ZES) qui vise à stimuler l'activité industrielle. D'autres réformes devront toutefois être menées pour garantir la réussite du plan : gestion des arriérés de paiement de l'Etat (qui ont mené à des faillites d'entreprises d'envergure du secteur de la construction par le passé), évolution du code du travail ou encore révisions du plafond pour les prises de participations des entreprises étrangères (cf. Partie 4).

• Secteur bancaire stable

Le secteur bancaire affiche des ratios solides (solvabilité, liquidité et rentabilité). Le niveau de prêts non performants est bas (2 % des prêts totaux). La création de la Saudi National Bank, fruit de la fusion de la NCB et Samba Bank en 2021, doterait le pays d'un champion bancaire afin de rivaliser avec les grandes banques concurrentes de la région (E.A.U, Koweït).

⁷ Les ZES offrent plusieurs avantages : exemptions et réductions de taxes, pas de plafond à la part de l'actionnariat étranger, régulation favorable à l'emploi d'expatriés, etc.

⁸ 1,6 % du PIB en 2014, 30 % en 2021.

⁹ Le creusement du déficit aurait pu être plus prononcé sans le triplement du taux de TVA (15 %) et le versement d'un dividende de 75 Mds USD d'Aramco.

2. FINANCES PUBLIQUES

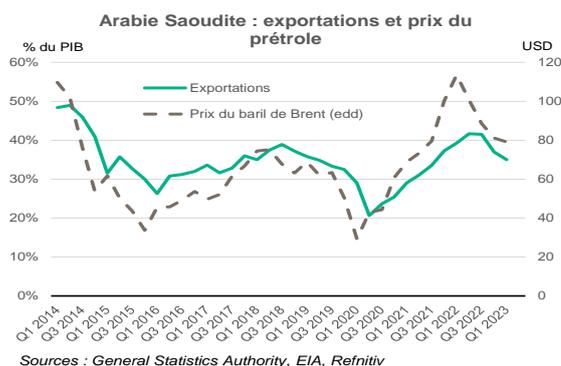
L'endettement public a rapidement augmenté⁸ en deux phases : la première est intervenue à partir de 2015 (à la suite de la chute des prix du pétrole), la seconde lors de la crise du Covid en 2020 (déficit de -10,7 % du PIB⁹). Après un redressement des finances publiques en 2021, une conjoncture très favorable en 2022 (cf. Partie 1) et une forte hausse des recettes¹⁰ ont permis de dégager un excédent de +2,6 % du PIB et de réduire légèrement l'endettement public (25,7 % du PIB selon le FMI).

En 2023, l'excédent public se réduirait, le Budget 2023 tablant sur une baisse des recettes de -8,4 %, au vu d'un marché pétrolier moins porteur (cf. Partie 1) et du maintien des dépenses publiques¹¹. Si le gouvernement a annoncé vouloir rendre plus ciblé et plus efficace son modèle de dépenses (reposant jusqu'à maintenant sur une logique d'Etat Providence), la réduction de plusieurs catégories de dépenses (subventions, emploi public, transferts sociaux, etc.) ne serait que très graduel, le niveau élevé d'inégalités n'offrant que peu de marges.

Bénéficiant d'une notation souveraine avantageuse, l'Arabie Saoudite a financé l'essentiel de ses déficits par des levées obligataires, à long terme et sur les marchés internationaux des capitaux. Par ailleurs, l'Arabie Saoudite, à l'instar d'autres pays du Golfe, a intégré les indices obligataires émergents de JP Morgan en 2019.

3. POSITION EXTÉRIEURE

En 2022, fort d'une hausse de +59 % des exportations l'excédent courant a atteint +13,7 % du PIB, renouant ainsi avec des niveaux pré-baisse des prix du pétrole de 2014 (près de +17 % du PIB). Cet excédent devrait se résorber en 2023 (+6,2 % du PIB selon le FMI), en lien avec la baisse des prix du pétrole¹² et une réduction des exportations pétrolières¹³.



A moyen/long terme, les perspectives pour le secteur touristique, au-delà même du tourisme religieux,

¹⁰ Les recettes pétrolières représentent 66 % du total des recettes publiques et la TVA 20 %.

¹¹ En raison notamment de l'augmentation de dépenses dans la construction de logement, l'éducation ou encore la digitalisation des services gouvernementaux

¹² Prix moyen du Baril de Brent de 78,7 USD selon l'EIA.

¹³ 7,4 Mls b/j en 2023 selon le FMI, contre 7,6 Mls b/j en 2022



permettraient de réduire le déficit de la balance des services. Toutefois, le signe du solde courant restera très dépendant de l'évolution du prix du pétrole et le FMI table sur un retour à un faible déficit à horizon 2027-2028.

Le maintien de l'ancrage du riyal à l'USD n'est pas remis en cause, et est garanti par la politique de la SAMA, qui calque ses hausses de taux d'intérêt sur celles de la Fed. Le niveau des réserves de changes est certes de 40 % inférieur au niveau de 2014 mais ces dernières restent très confortables (20,3 mois d'importations).

4. ASPECTS POLITIQUES

• Un homme fort à la tête du Royaume

En 2017, Mohammed Ben Salmane Al Saoud (MBS, fils du roi actuel) a été nommé premier héritier de la couronne à la place de son cousin Mohammed ben Nayef Al Saoud, et est devenu l'homme fort du pays. Un tournant historique, qui a provoqué une forte scission avec les autres clans de la dynastie Saoud. Sous l'impulsion de MBS, l'Arabie Saoudite entre dans une nouvelle ère, avec une volonté de changer le fonctionnement économique du pays en profondeur. Sont visés une moindre dépendance au secteur pétrolier, l'inflexion du modèle d'Etat Providence et un allègement de la lourdeur bureaucratique.

• Chômage et gouvernance médiocre

Saudi Vision 2030 cherche à revenir sur le modèle d'Etat Providence, un pilier majeur du Royaume pour préserver le climat social. Toutefois, les autorités maintiendraient leur politique active de l'emploi dans le secteur public au risque de rogner sur les objectifs visés par Vision 2030. En termes de gouvernance, l'Arabie Saoudite obtient des résultats médiocres aux indicateurs de la Banque Mondiale (liberté d'expression, stabilité politique, qualité de la réglementation) et se situe derrière les autres pays du Golfe.

• Renforcement du climat des affaires

L'ouverture du capital d'Aramco aux investisseurs et la fin de la règle des 51/49 pour les investisseurs étrangers dans les secteurs non stratégiques (commerce de gros et de détail) ont constitué des étapes clés pour renforcer le climat des affaires, qui s'est amélioré avec l'introduction d'une loi sur les faillites et les privatisations. Toutefois, les entreprises étrangères rencontrent des difficultés avec la « saoudisation » de l'emploi (hors ZES) et rechignent à embaucher la main d'œuvre locale, jugée mal formée et peu efficace. De plus, les grandes sociétés étrangères opérant dans le Golfe ont jusqu'à 2024 pour relocaliser leur siège régional en Arabie Saoudite, au risque sinon de ne plus pouvoir répondre aux appels d'offre.

La perception du risque sécuritaire (attentats des Houthis du Yémen contre diverses cibles) a pu peser sur le climat des affaires, comme cela fut le cas lors des vagues d'arrestations opaques dans le cadre d'une enquête anti-corruption en 2017 et surtout avec l'assassinat du journaliste J. Khashoggi.

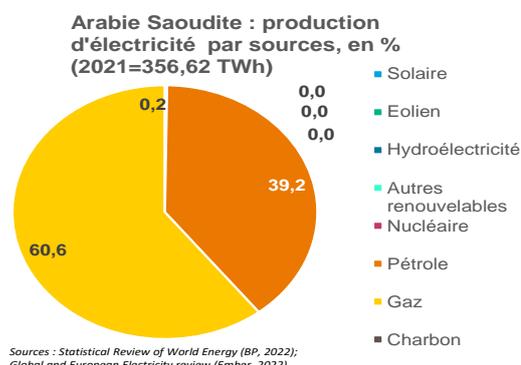
• Tensions dans la région

Les tensions diplomatiques s'atténuent depuis les négociations pour mettre fin au conflit au Yémen. Ces négociations ont entre autres mené à un dégel des relations avec l'Iran, où un rapprochement est désormais envisagé grâce à l'intermédiation chinoise, un partenaire de plus en plus important de l'Arabie Saoudite. Si les relations avec le Qatar semblent désormais positivement orientées (après une rupture des liens diplomatiques entre 2017 et 2020), l'Arabie Saoudite n'est en revanche pas signataire des accords Abraham avec Israël.

Le sujet de la guerre en Ukraine constitue une source de tensions avec les Etats-Unis, l'Arabie Saoudite s'accordant avec la Russie dans le cadre de l'OPEP+ à ne pas accélérer la hausse de la production de barils. Malgré une volonté de diversifier son approvisionnement en matériel militaire (Russie, Chine, UE), la dépendance militaire de l'Arabie Saoudite vis-à-vis des Etats-Unis laisse à penser que leurs relations resteraient solides.

5. CLIMAT ET ENVIRONNEMENT

L'Arabie Saoudite fait face à un risque physique modéré lié au changement climatique, selon les indicateurs du ND-Gain (fragilités pour l'habitat et l'eau, atouts en termes de santé et surtout d'infrastructures). L'Arabie Saoudite fait en revanche face à un risque de transition non négligeable. Sa forte spécialisation dans les hydrocarbures pourrait constituer un frein important à sa transition. Si les émissions de gaz à effet de serre décélèrent depuis 2014, le pays se classe dans les pires pays au monde en termes d'émissions de CO2/habitant.



Le pays est signataire des accords de Paris et vise la neutralité carbone à horizon 2060. Le plan Saudi Vision 2030 intègre une dimension énergétique et environnementale, qui consiste à financer le développement des ENR (énergie solaire) pour qu'elles représentent 50 % de la production d'électricité d'ici



2030. Un objectif très ambitieux étant donné que la part de la production est actuellement proche de 0 %.

DIRECTION DES ETUDES, DE L'EVALUATION ET DE LA PROSPECTIVE

Baptiste Thornary Responsable Pôle Conjoncture Macroéconomie Risque pays baptiste.thornary@bpifrance.fr

Economie Internationale et Risques Pays

Anne-Sophie Fèvre *Afrique de l'Ouest, Afrique australe, CEI & Russie* as.fevre@bpifrance.fr
Adriana Meyer *Amérique Latine, Asie du Sud & Inde, Afrique de l'Est* adriana.meyer@bpifrance.fr
Victor Lequillier *MENA, Turquie, Chine, ASEAN* victor.lequillier@bpifrance.fr

Global trends, Pays Développés, Conjoncture France

Sabrina El Kasmi Responsable / *Global trends, Pays développés, pétrole* sabrina.elkasmi@bpifrance.fr
Laetitia Morin *Macroéconomie France, Europe, conjoncture PME* laetitia.morin@bpifrance.fr
Thomas Laboureau *Macroéconomie France, conjoncture ETI* Thomas.laboureau@bpifrance.fr

Disclaimer / Avertissement

This document and the information within do not create any contractual or legal binding obligation and Bpifrance reserves the right at any time and without further notice to modify its content and its form. This document and the information within it are provided for convenience and information purpose only and is in no way nor an advice, nor a recommendation, nor an offer to provide an investment service or of completion of any other operation and shall in no way be interpreted as a representation according to which an investment strategy or the completion of any other operation fits to any individual or entity. Before any decision is taken, any individual or entity is invited to seek advice from its own legal, taxation and financial advisers in order to make sure that the operation foreseen fits with its personal situation and its own aims and to make its own opinion regarding its own risk and financial analysis. This document and the information within are provided "as is" and Bpifrance disclaims all legal and other warranties, express, implied or usage of trade, including without limitation as to the accuracy, utility, completeness, fitness, of this document and the information within, nor as to the use that is made of them or the results to be obtained from decision that could be made by the individuals and entity having knowledge of them even if Bpifrance has been informed or was aware of their aim. This document and the information within are not meant to be circulated or used by any individual or entity in a country or jurisdiction where such circulation or use would be contrary to legal or regulatory obligations, or which might force Bpifrance to comply with any procedure or registration in such country or jurisdiction. The English version of this article is provided for convenience only and the French version shall prevail.

Ce document et les informations qui y figurent n'ont aucune valeur contractuelle ou juridique et Bpifrance se réserve le droit d'en modifier le contenu et la forme à tout moment et sans préavis. Ce document et les informations qu'il contient ont un but strictement informatif et ne constituent ni un conseil, ni une recommandation, ni une offre de fourniture d'un service d'investissement ou de réalisation de toute autre opération et ne doivent, en aucun cas, être interprétés comme une affirmation selon laquelle une stratégie d'investissement ou toute autre opération est adaptée à toute personne ou entité. Préalablement à toute décision chaque personne ou entité est invitée à consulter notamment ses propres conseils juridiques, fiscaux ou financiers afin de s'assurer de l'adéquation de l'opération envisagée avec sa situation particulière et ses propres objectifs et de former sa propre opinion au regard de sa propre analyse de risque et financière. Bpifrance ne garantit en aucun cas que ce document et les informations y figurant sont notamment exacts, utiles, complets, ou adaptés et ne fournit aucune garantie légale ou sur tout autre fondement, y compris expresse, implicite ou d'usage, ni concernant l'utilisation qui en est faite ou les résultats des décisions qui pourraient être prises par les personnes ou entités en ayant eu connaissance y compris si Bpifrance a été informée de leur objectif. Ce document et les informations y figurant ne visent pas à être distribués ou utilisés par toute personne ou entité dans un pays ou une juridiction où cette distribution ou utilisation serait contraire aux dispositions légales ou réglementaires, ou qui imposerait à Bpifrance de se conformer à des démarches quelconques ou obligations d'enregistrement dans ces pays ou juridictions. La version anglaise de cette clause est fournie à titre indicatif et la version française prévaut.